

# La « Jeune Europe » au sein d'une grande Union

Nathalie de Kaniv

| Déléguée EuroDéfense-France.

La chute du mur de Berlin a lancé une longue période de retrouvailles entre deux parties de l'Europe. Celle située à l'ouest se considère comme gardienne des valeurs essentielles et fondatrice de l'Union européenne. Celle située à l'est du mur de Berlin refuse toute identification avec l'Est qui symbolise toujours un monde hostile et non-européen. Souvent nommée comme « Jeune Europe » ou « Autre Europe », elle se voit au centre du continent, voire au cœur de l'histoire européenne. Elle est le deuxième poumon sans lequel le souffle demeure faible. Elle est Jeune car – au moins au cours du siècle dernier – sa résistance contre l'occupation totalitaire soviétique a été avant tout portée par les jeunes gens : le printemps de Prague, la révolution chantante dans les pays baltes, les jeunes étudiants manifestant sur la place de Maidan à Kiev, pour ne citer que quelques exemples. C'est aussi la jeunesse qui aujourd'hui proteste contre des montées du conservatisme dans ces pays. Elle demeure profondément européenne et pour elle, l'Europe demeure un projet unique et innovant qui progresse et qui est appelé à évoluer à l'avenir. La place de l'Europe centrale y est naturelle et en même temps une relation complexe persiste.

## **La richesse apportée par l'Europe centrale, pas toujours comprise en Europe occidentale**

Lorsqu'en 1989 le mur de Berlin tombe et – en 1991 – l'URSS est dissoute, les pays de l'Europe centrale et orientale respirent l'air frais de la liberté qu'il ne faut plus défendre au risque de périr. Leurs regards se tournent naturellement vers l'ouest de l'Europe qui incarne selon eux tout ce dont ils ont été privés pendant les longues décennies de domination communiste. À cette étape, on met de côté les souvenirs douloureux de l'après-guerre avec le pacte de Varsovie, désastreux pour eux. Sortis du joug communiste, ils ne peuvent voir l'Union européenne que comme une protectrice de leur liberté enfin retrouvée. L'Europe est assimilée aux droits de l'homme, à la garantie des droits fondamentaux, à la protection contre la corruption, à l'innovation, aux réformes et à la prospérité. Mais plus encore, dans l'intégration à l'Union européenne on perçoit le retour dans la famille européenne, le choix de la civilisation à laquelle l'ensemble de ces pays se sent appartenir depuis les origines, depuis les siècles lointains.

Notamment, dans son désir d'intégration à l'Union, l'Europe centrale faisait un choix de civilisation tout en apportant également une richesse défendue et fortifiée pendant toute la période de la résistance aux totalitarismes. C'est l'esprit de liberté, la défense de la culture européenne face au communisme, l'humanisme et la valeur de la personne défendus face à la terreur et sous la menace de l'extermination.

Dans le projet d'intégration à l'Union européenne, l'Europe centrale se voyait porteuse des valeurs de résistance, de goût pour la liberté, de défense des droits de l'homme dans le contexte de leur constante violation, mais aussi de l'importance de l'histoire européenne apportée à l'ouest ? De l'Europe.

Le printemps européen de 1968 symbolise cette Europe unie, dans ce moment historique bouleversant qui embrase tout le continent.

À l'est, à Prague, à Varsovie, c'est un mouvement de libération et de choix européen qui envahit les esprits et exige une émancipation nouvelle mettant fin au système totalitaire. À l'ouest, c'est mai 68 qui, inspiré par la jeunesse étudiante, repousse les frontières de la liberté, défie le système en place et exige un renouveau. Dans les deux parties de l'Europe, le mouvement porte les slogans de la liberté nouvelle et la jeunesse y joue un rôle crucial. Toutefois, les deux mouvements se différencient. Milan Kundera écrit : « Le Mai parisien mettait en cause ce qu'on appelle la culture européenne et ses valeurs traditionnelles. Le printemps de Prague, c'était une défense passionnée de la tradition culturelle européenne dans le sens le plus large et le plus tolérant du terme (défense autant du christianisme que de l'art moderne, tous deux pareillement niés par le pouvoir). Nous avons tous lutté pour avoir droit à cette tradition menacée par le messianisme antioccidental du totalitarisme russe <sup>(1)</sup>. »

Les fruits immédiats de ce printemps sont mitigés. En France, on le désigne par un « psychodrame » (Stanley Hoffmann) avec une volonté des uns de se distancier de ce mouvement et des autres, souvent des jeunes générations, de s'approprier l'héritage de 68. Or, à Prague, on assiste à une capitulation du socialisme à visage humain qui inaugure les vingt ans de la « normalisation » <sup>(2)</sup>.

Dans son célèbre essai *L'Occident kidnappé, ou la tragédie de l'Europe centrale*, Milan Kundera revient sur ces mouvements pour la liberté, en 1956 et en 1968. Il commence son texte en citant le directeur de presse en Hongrie : « Nous mourons pour la Hongrie et pour l'Europe » (1956) – un esprit qui animait les élites centre-est européennes sous la domination soviétique. De nos jours, l'Europe centrale est habitée par ce désir infaillible de protection des valeurs européennes, des principes fondamentaux de l'âme européenne. Ce discours nous surprend souvent et parfois même nous est incompréhensible. Or, en Europe centrale celui-ci

<sup>(1)</sup> Milan Kundera : *La Plaisanterie*, Prague, 1967.

<sup>(2)</sup> Jacques Rupnik : « Les deux Printemps 1968 », *Études*, n° 5, 2008 ; François Fejtò et Jacques Rupnik (dir.) : *Le Printemps tchécoslovaque 1968*, Bruxelles, Complexe, 1999.

marque un engagement européen ferme porté par des générations entières face aux menaces et aux répressions.

À l'ouest de l'Europe, Mai 68 symbolise premièrement une exigence de liberté : les frontières de celle-ci s'élargissent, souvent critiquées. Cependant, ce choix de la liberté, de la protection de la différence et de la laïcité va animer la France et aussi toute Europe pendant cinquante ans.

Malgré cela, Mai 68 illustre un débat européen qui semble perdurer jusqu'à nos jours. L'est de l'Europe lutte pour protéger le choix européen et les valeurs universelles de l'Europe. L'Ouest est animé par l'émancipation, le progrès et la liberté. Malgré les différences, ces deux approches restent pleinement européennes et certainement complémentaires.

Dans la perspective de l'adhésion à l'Union européenne, Vaclav Havel déclare : « L'élargissement est dans l'intérêt de l'Europe entière. Nous ne souhaitons pas qu'il soit considéré comme une œuvre de charité. C'est un défi qui a été lancé à l'Europe. Pour la première fois de son histoire, elle a l'occasion d'édifier son ordre interne selon les principes de la coopération politique et économique sur un pied d'égalité <sup>(3)</sup>. »

Par conséquent, pour l'Europe centrale il s'agit d'un retour naturel vers sa famille européenne. Ces pays sont persuadés d'apporter une richesse à l'Union, message qui n'est pas passé dans le processus d'intégration. Cet aspect crucial de l'arrivée des pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) dans l'Union européenne a été mal expliqué et peu compris en Europe occidentale.

### **Les contrastes d'une intégration précipitée tout en se voulant progressive**

Au début des années 1990, de nombreux débats s'ouvrent à l'est de l'Europe. Ils concernent les stratégies économiques à adopter dans un univers post-communiste ou postsocialiste. On qualifie cette période de « transitoire ». Cette conversion vers l'économie de marché, associée à la conversion institutionnelle, exigeait un temps important pour la mise en place de transformations profondes. La transition économique et politique, « la thérapie de choc », a secoué l'ancien système et la modernisation s'avéra douloureuse, mais incontestable dans l'ensemble de ces pays. Lorsqu'en 2005, quinze ans après, la Banque mondiale publia le rapport *Economic growth in the 1990s: Learning from a Decade of Reform*, le bilan des réformes critiqua la sous-estimation de la dimension institutionnelle du changement dans ces pays. En effet, celle-ci exigeait une réforme des mentalités et la création de nouvelles élites nationales, un processus nécessairement long et profond.

Le 1<sup>er</sup> mai 2004, l'Union européenne accueillit dix nouveaux États (Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République tchèque,

<sup>(3)</sup> Vaclav Havel : *Le Monde*, 23 juin 1995.

Slovaquie et Slovénie), le 1<sup>er</sup> janvier 2007 deux autres (Bulgarie et Roumanie), enfin en 2013 la Croatie. La superficie de l'UE a augmenté ainsi de plus de 25 %, sa population de plus de 20 %, mais sa richesse d'environ 5 % seulement. La plus grande réussite européenne consiste en la diminution progressive des écarts entre anciens et nouveaux membres.

Néanmoins, on peut se demander si le processus d'intégration a été suffisamment préparé. L'Union européenne fondée en 1993 continuait à se construire et à apprendre à fonctionner à quinze pays. Lorsque les treize nouveaux l'ont intégrée, était-elle véritablement préparée pour ce défi ? Les manquements organisationnels et stratégiques ont été ressentis des deux côtés, les structures communautaires étant mal préparées ou inadaptées pour fonctionner avec 27 ou 28 États-membres après l'élargissement. Le manque de consensus communautaire est rapidement apparu sur plusieurs dossiers et des blocages importants ont reflété la discordance sur la vision du projet européen.

Bien souvent, la partie occidentale de l'Europe a su imposer sa vision et l'Europe centrale n'a pu que la suivre, sans se sentir pleinement à égalité et sans percevoir de la reconnaissance. Encore aujourd'hui, on entend le reproche que l'Europe est loin des citoyens et ce reproche illustre le vide encore difficile à combler. Pendant une longue période et parfois même encore aujourd'hui, on pourrait remarquer ce sentiment de différence entre les pays occidentaux fondateurs de l'Union européenne et certains pays nouveaux membres qui ne ressentent pas leur réelle implication dans la construction de l'Europe. Au travers des discours du groupe de Visegrad au fil des années, on pourrait décrypter cette volonté de créer un pôle solide et uni des pays de l'Europe centrale qui pourrait faire face au groupe franco-allemand et participer au même niveau comme moteur du projet européen. Chose étrange à entendre à l'ouest, mais pas si étonnante à l'est de l'Europe.

## **L'Europe innovatrice ?**

Les critiques des institutions européennes ne sont pas rares et les dernières élections semblent confirmer un désir de changement au sein de l'Union européenne, concernant notamment la lourdeur des institutions et des processus de décision. On compare avec des puissances économiques ou militaires, comme les États-Unis ou la Chine. On s'interroge sur la capacité de l'Europe à se moderniser, à se réformer et à proposer un projet nouveau. Pourtant, une série d'innovations mises en place par l'Union européenne restent uniques au monde. Le Parlement européen réunit l'ensemble des États-membres et représente une organisation singulière qu'on n'observe dans aucune fédération, communauté d'États ou autres alliances géopolitiques, économiques ou militaires. Le consensus des États-membres, parfois difficile à obtenir, préserve le dialogue et le projet commun. Le système de protection sociale et juridique reste inégalé. C'est bien ce modèle innovant et moderne qui attire les États européens sortis de la domination soviétique en 1989.

Le processus d'intégration européenne a permis la libéralisation des pays centre-européens. Le programme d'eurorégions les a particulièrement attirés. Celui-ci offrait une possibilité de coopération transrégionale, la mutualisation des expériences et des capacités, mais aussi la mise en œuvre d'une solidarité importante au sein de ces régions. Le poids de l'histoire n'était pas négligeable, car plusieurs parties de ces régions « migraient » entre les empires et les États nouvellement créés ou recomposés. Par exemple, la région des Carpates concernait la population de plusieurs États – Autriche, Hongrie, Tchéquie, Roumanie, Pologne, Ukraine, Serbie – qui préservaient une proximité et une unité culturelle, voire identitaire. Le programme d'eurorégions visait à soutenir le développement et la solidarité au sein de ces régions, ce qui donnait un nouveau sens à l'intégration et à la modernisation de ces territoires.

La politique de rigueur draconienne mise en place dans les trois États baltes – Estonie, Lettonie, Lituanie – a permis des réformes rapides et le respect de l'ensemble des critères de Maastricht. Malgré le fort impact de la crise financière, ces pays ont bénéficié d'une croissance entre 7 et 8 % de PIB. Mais c'est aussi la numérisation et l'investissement en technologies innovantes qui guident les dirigeants de ces pays. L'Estonie s'est transformée en laboratoire mondial d'*e*-gouvernement, qui est devenu une véritable fierté nationale. La numérisation s'incruste dans la vie quotidienne des citoyens avec une couverture totale des réseaux *Internet*. Elle commence dès l'école avec un programme *Tiger's Leap* qui place la connexion des écoles et le développement des réflexes numériques des jeunes générations en priorité.

Après un certain scepticisme au sein des États-membres issus de l'Europe centrale, l'Union européenne ne cesse d'attirer des voisins qui, historiquement européens, se sont retrouvés attachés d'une manière encore plus étroite au grand voisin russe. Au sein de ces républiques soviétiques, comme l'Ukraine, la Géorgie, l'Arménie, on regarde avec nostalgie les voisins centre-européens plus proches de l'Europe prospère.

Leurs élites non conformistes profitent de chaque occasion pour préserver le dialogue avec l'UE. Jusqu'à ce jour, pour ces États, l'Europe se confond avec les progrès humains, économiques, culturels et politiques et constitue un projet attractif unique dans le monde, novateur et stimulant. Les discours de dirigeants politiques sont souvent remplis de slogans qui lient la prospérité et l'appartenance à l'Europe, occultant les inquiétudes persistantes concernant le respect de l'État de droit qui constituent un des obstacles majeurs au rapprochement avec l'UE pour certains de ces pays (article 7 du traité de l'UE).

« La période qui a suivi la fin de la guerre froide, la chute du mur de Berlin et de l'URSS, pourrait être considérée comme romantique au sens de l'enthousiasme suscité, espoir porté par des besoins profonds de liberté et de construction d'un continent uni. Il ne s'agissait pas seulement d'un élargissement géographique de l'Union européenne, mais d'une première réussite de réunification et de réconciliation du

continent européen dans la paix et dans la liberté <sup>(4)</sup>. » Ce fut un message historique que l'Europe occidentale n'a pas suffisamment expliqué et diffusé. Robert Schuman incluait dans son projet européen l'idée de réunir l'Europe sur le plan politique et aussi économique. Progressivement, ce projet politique a été devancé par l'union économique, ce qui a beaucoup impacté les négociations avec les nouveaux États-membres.

Toutefois, en Europe centrale, plusieurs hommes politiques ont soutenu et mis en avant ce projet politique en y ajoutant un projet culturel et spirituel. Vaclav Havel, Lech Wałęsa, Bronisław Geremek, plusieurs autres, ont été suivis par une nouvelle élite héritière et fervente soutien du projet européen. Le président du Conseil européen Donald Tusk et la présidence lituanienne du Conseil, sous l'impulsion de M<sup>me</sup> Dalia Grybauskaitė, ont donné une image fortement positive de la place des PECO au sein de l'UE. La présidence lituanienne a affronté des dossiers complexes comme le cadre budgétaire pluriannuel, la crise de la croissance économique, mais aussi l'adhésion de la Croatie au sein de l'Europe, la crise en Ukraine. Dalia Grybauskaitė a conclu la présidence lituanienne en disant : « L'histoire récente des États baltes est une belle réussite, fondée sur une vision, un travail intense et des engagements pris tant auprès de nos pays que des citoyens. Nous estimons que cela constitue un socle de valeurs communes avec les autres États de l'Union européenne <sup>(5)</sup>. »

Cependant, malgré un réel effort réalisé par les nouveaux membres de l'Union, une contrainte importante demeure et elle est souvent pointée par des élites intellectuelles et politiques. C'est la mentalité soviétique qui a envahi les esprits et qui est difficile à convertir. Dans son dernier ouvrage, *L'Histoire mondiale de la guerre froide, 1890-1991*, Odd Arne Westad souligne qu'un des principaux buts de la stratégie stalinienne consistait à créer une nouvelle identité, dépourvue de la nationalité, celle de l'homme soviétique. Le grand artiste contemporain, Ilya Kabakov, l'appuie avec le même constant : « Nous n'avons pas de nationalité autre que la soviétique. Et, il s'agit d'une espèce humaine toute particulière. »

Sur le chemin ardu de la transformation des États, il était difficile, en effet, de faire comprendre aux parlementaires, aux acteurs économiques, aux juges et aux journalistes que l'ère du mensonge permanent et de la corruption était terminée. Une longue préparation avant l'adhésion, avec un fort soutien européen, a permis d'installer des institutions dignes de ce nom, mais n'a pas aussi vite fait évoluer les esprits.

Par ailleurs, la Russie continuait de jouer de son influence, notamment en Lettonie, malgré l'exécration suscitée en général dans la population par le tragique passé impérial puis soviétique. Les dirigeants baltes ont toujours, depuis 2004,

<sup>(4)</sup> Jacques Santer, 6 avril 2006.

<sup>(5)</sup> Fondation Schuman, 22 mars 2013.

voulu montrer qu'ils étaient de bons élèves (les trois pays ont, par exemple, intégré la zone euro), ils ont pu s'appuyer sur la résilience de leurs concitoyens qui, par le passé, avaient connu bien des horreurs ! Il y a cependant une désillusion à l'égard des bienfaits espérés de retour en Europe. Enfin, au sein des pays de l'Europe centrale et orientale, on pourrait constater un certain clivage qui marque les élites politiques.

Néanmoins, malgré des critiques exprimées par certains responsables politiques, les forces proeuropéennes sont toutefois solides et fermes. Même les démocrates libéraux souvent critiqués pour leurs positions conservatrices ne remettent pas en cause l'appartenance à l'Union européenne. Il est aussi important de noter toute la forte et pertinente expression de la société civile en faveur des valeurs européennes. Enfin, une nouvelle génération se forme actuellement en réunissant une génération jeune qui a vécu et s'est formée déjà (notamment grâce au programme Erasmus) au sein de l'Union européenne, dans une communauté européenne acquise.

En conclusion on pourrait citer Bronisław Geremek : « L'Union européenne est la plus grande réussite du XX<sup>e</sup> siècle » (juin 2008). L'enjeu pour l'UE est de poursuivre et consolider cette réussite au XXI<sup>e</sup> siècle. ♦